

CONSEIL POLITIQUE

**de la Commission Méditerranée de
Cités et Gouvernements Locaux Unis**

CHARTRE

**EN FAVEUR DE LA GOUVERNANCE DEMOCRATIQUE
EN MEDITERRANEE**

NOUS, ELUS DES 27 PAYS DU POURTOUR MEDITERRANEEN, REUNIS AU SEIN DU CONSEIL POLITIQUE DE LA COMMISSION MEDITERRANEE DE CGLU

Affirmons que la démocratie doit toujours aspirer à concrétiser l'égalité entre les hommes et les femmes, le respect de la diversité culturelle, ethnique et religieuse et plus largement l'ensemble des droits tels que décrits dans la Déclaration universelle des droits de l'Homme.

Sommes conscients de la déception et de l'impatience de nos peuples près de trois ans après les soulèvements citoyens qui ont fait naître de grands espoirs de renouveau démocratique.

Sommes convaincus de l'importance d'apporter rapidement des réponses aux aspirations légitimes des citoyens à vivre dans la dignité, la liberté, l'égalité.

Pensons qu'une réelle démocratie nécessite décentralisation et régionalisation. L'organisation des pouvoirs publics à l'échelle des territoires est une condition nécessaire à la mise en œuvre d'une démocratie participative et d'une pleine citoyenneté.

Constatons que les conflits qui meurtrissent nos territoires plongent les populations dans la souffrance, l'insécurité et la pauvreté.

Réaffirmons notre attachement à la culture du dialogue, véritable instrument de paix en Méditerranée.

Soulignons à cet égard l'urgence de nouvelles démarches politiques pour sortir le Proche-Orient d'une situation de crise qui dure depuis trop longtemps et offrir au peuple palestinien de réelles perspectives d'avenir.

Sommes conscients que l'ampleur des défis liés à la crise économique, aux transformations politiques et sociales mais également aux conflits qui perdurent appellent un nouveau pacte pour la gouvernance démocratique impliquant toutes les parties prenantes.

Sommes convaincus que cette ambition forte pour la Méditerranée nécessite une attitude militante et déterminée et que, loin des débats politiques internationaux, un objectif doit nous guider celui de soutenir les aspirations des peuples.

NOUS, ELUS MEMBRES DU CONSEIL POLITIQUE DE LA COMMISSION MEDITERRANEE DE CGLU, NOUS ENGAGEONS A :

Promouvoir la gouvernance démocratique et œuvrer sur nos territoires dans la transparence à la restauration de la confiance dans l'action politique dans l'intérêt général et pour la justice sociale, en assumant nos responsabilités.

Sensibiliser la population aux processus de décentralisation et de démocratisation et répondre, dans des contextes économiques difficiles, aux besoins de disposer de services publics effectifs.

Accompagner la structuration de la société civile en vue d'instaurer ou de consolider avec elle un dialogue pérenne et constructif pour la conduite des politiques publiques et être garant de l'équité en encourageant l'implication des femmes et des jeunes dans ce dialogue.

Répondre aux aspirations de la jeunesse à prendre toute sa place dans la vie économique en agissant en faveur de l'insertion, de l'emploi et de l'entrepreneuriat.

Intervenir auprès de la communauté internationale pour qu'elle amplifie son action dans la recherche de la paix, de la stabilité et du développement dans les zones de conflits et apporter notre concours dans les zones accueillant les réfugiés de guerre.

Saisir nos partenariats de coopération comme une opportunité pour mettre en œuvre des démarches innovantes, renforcer la solidarité entre les peuples mais également entre les territoires et participer à la construction de la paix.

Suivre, au sein du Conseil politique de la Commission Méditerranée de CGLU, l'évolution de la démocratie locale et de la gouvernance démocratique et ce conformément à la déclaration politique des autorités locales et régionales de la Méditerranée réunis à Marseille les 3 et 4 avril 2013.

L'ARLEM occupant un siège d'observateur au sein du Conseil politique, sera associée à ses travaux afin de garantir la complémentarité des actions respectives.

CET ENGAGEMENT DES ELUS LOCAUX ET REGIONAUX DEMANDERA QU'EN PARALLELE :

- Les Etats accélèrent et approfondissent la décentralisation, octroient aux autorités locales et régionales autonomie, compétences et ressources financières leur permettant d'assurer leurs missions auprès des populations.
- Les partenaires financiers renforcent significativement leur appui aux Etats, aux autorités locales et régionales et à la population et positionnent résolument la gouvernance démocratique au cœur de leurs politiques.
- Les élus locaux et régionaux soient associés à l'ensemble des initiatives multilatérales pour le développement de la région, et plus particulièrement à celles portant sur la mise en œuvre concertée d'une véritable stratégie de cohésion en Méditerranée.
- Nos partenaires internationaux se constituent en réseau ou force de lobbying pour encourager les gouvernements et les décideurs politiques des pays en guerre à répondre à l'appel de leurs peuples pour la liberté et la justice.